

ECA - CEA



ECA/ACGD/MR/BURK/BEN/2003

**PROGRAMME DE CREATION DE L'INDICE AFRICAIN GENRE ET DEVELOPPEMENT
MISE EN PLACE DES CONSEILS NATIONAUX CONSULTATIFS
DU BURKINA FASO ET DU BENIN
20 – 21 février, 2003
Ouagadougou (Burkina Faso) et Cotonou (Bénin)**

**RAPPORT DE MISSION
De
Joséphine OUEDRAOGO
Directrice du Centre africain pour le genre et le développement**

I – Contexte et justification de la mission

Le CAGED a lancé son programme de création d'un Indice africain genre et développement (IAGD) depuis le début de l'année 2002. Ce programme fait partie du programme régulier du biennium 2002/2003 et constituera le contenu du *Rapport sur les Femmes Africaines - 2002/03*.

Tel que prévu dans le plan de travail, une fois l'Indice conçu et validé par le Conseil consultatif régional (en septembre 2002), il devra être testé sur le terrain en situation réelle dans 13 pays africains: Afrique du Sud, Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Egypte, Ethiopie, Gabon, Ghana, Madagascar, Mozambique, Ouganda, Tanzanie, Tunisie.

Ces tests seront réalisés par des instituts de recherche nationaux, sélectionnés selon une procédure d'appel d'offre. Le travail de ces instituts de recherche doit être suivi, facilité et validé par les Conseils consultatifs nationaux (CCN) avant d'être transmis à la CEA.

Les Conseils consultatifs nationaux se composent comme suit:

Ministère chargé de la promotion de la femme ou du genre, président du CCN
Ministère chargé de l'Education
Ministère chargé de la Santé
Service national chargé de la statistique
Deux experts indépendants: un en genre et un en statistique
Une ONG de femmes
Une institution indépendante

Ma mission au Burkina Faso et au Bénin avait pour objectif d'organiser la première réunion du CCN dans ces deux pays, afin d'expliquer aux membres, les objectifs et les étapes du programme, le mandat du CCN, les contours de l'IAGD et les modalités de sélection de l'institut national de recherche chargé de réaliser le test.

La procédure d'appel d'offre implique une sélection entre trois bureaux soumissionnaires. J'ai invité dans chaque pays, les trois bureaux préalablement identifiés comme soumissionnaires potentiels, à participer à la réunion du CCN.

Les réunions ont eu lieu respectivement à Ouagadougou (Burkina Faso) le 20 février 2003 de 8h à 11h, et à Cotonou (Bénin) le 21 février, 2003 de 10h à 12h 30.

II – Déroulement et résultats des réunions

La préparation des réunions a été faite par un travail intense de communication (par lettre, par téléphone et e-mail) à partir d'Addis Abeba (pour le Burkina) et de Lomé (pour le Bénin, par Opportune Santos, consultante). Etant donné que les deux réunions devaient se tenir consécutivement dans un court délai, il fallait conduire le travail de préparation presque simultanément, d'où la nécessité d'utiliser les services d'une consultante de proximité, Opportune Santos. Il fallait s'assurer que l'ensemble des participants serait disponibles aux dates indiquées, fixées en tenant compte des dates de ma mission à Bamako et à New York.

L'ordre du jour des réunions était le même pour les deux pays et comprenait les points ci-après:

- (i) Mots introductifs par le représentant du ministère chargé de la Promotion de la femme
- (ii) Présentation du programme de création d'un IAGD (voir Task Brief en annexe)
- (iii) Termes de référence du CCN (voir en annexe)
- (iv) Présentation de l'IAGD
- (v) Modalités de sélection du Bureau de recherche
- (vi) Prochaines étapes

Chaque point était suivi d'échanges et de discussion.

A Ouagadougou: (La liste des participants est jointe en annexe).

Le ministre de la promotion de la femme, Mme Marie Gisèle Guigma, a prononcé les mots introductifs et s'est retiré pour laisser la Secrétaire générale du ministère présider la réunion.

A Ouagadougou et à Cotonou, le ministère de la promotion de la femme a été chargé de préparer le rapport de la réunion.

Le programme a reçu une très forte approbation de la part du ministère de la promotion de la femme, qui semble en avoir compris la portée politique et technique. Les autres participants ont également exprimé leur intérêt, notamment l'obligation pour les services publiques de produire des données désagrégées par sexe dans les secteurs où elles n'existent pas.

Les discussions ont porté sur les contraintes techniques du calcul de l'Indice et de l'harmonisation des données pour permettre la comparaison entre les pays.

Le Conseil a recommandé que le ministère chargé de l'enseignement supérieur soit membre du Conseil. L'ONG nationale sélectionnée par le ministère est le RECIF (Réseau de Communication et d'Information sur les Femmes).

A Cotonou: (La liste des participants est jointe en annexe)

Toutes les institutions invitées étaient représentées à la réunion.

Le ministre chargé de la promotion de la femme s'est excusée de ne pas être disponible et aurait souhaité le report de la réunion afin de pouvoir y participer personnellement. Son Conseiller technique a présidé les travaux.

De même qu'au Burkina Faso, la portée politique et technique de l'IAGD a été perçue et appréciée.

Le Conseil a recommandé que les ministères chargés de l'enseignement supérieur et de l'agriculture soient membres du Conseil.

L'ONG féminine sélectionnée est WILDAF-Bénin.

Dans les deux pays il a été convenu que les deux experts indépendants (l'un en genre et l'autre en statistique) seraient fournis par les deux bureaux de recherche dont les soumissions n'auraient pas été acceptées par la CEA.

Le choix a été laissé aux pays de désigner l'institution indépendante. Suggestion a été faite de considérer la possibilité d'inclure un membre du Parlement national comme représentant d'une institution indépendante.

En conclusion, nous réaffirmons l'importance du processus à l'échelle nationale. Les institutions s'approprient ainsi progressivement l'IAGD parce qu'elles comprennent son intérêt politique et technique.



Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique

B.P. 3001, Addis-Abeba, Ethiopie

Téléphone : (251-1) 51 72 00 * Fax : (251-1) 51 18 74/514416

TERMES DE REFERENCE DU CONSEIL CONSULTATIF NATIONAL POUR L'INDICE AFRICAIN GENRE ET DEVELOPPEMENT

Rappel du contexte

Les Etats africains ont pris des engagements a travers de multiples conventions nationales et internationales telle que la Convention pour l'élimination de toutes les formes de discriminations a l'égard des femmes. Dans la plupart des pays, des cadres de politique nationale genre ont été élaborés et des départements ministériels ont été créés pour s'occuper des questions de genre.

Les partenaires au développement sont également à l'œuvre sur l'ensemble du continent pour promouvoir la mise en oeuvre de programmes relatifs au genre. Il est important de faire le suivi de ces politiques et programmes et d'évaluer leurs résultats respectifs. C'est tout aussi crucial de faire une analyse comparative des progrès accomplis dans les pays africains afin de mettre autant que possible en exergue les principales préoccupations.

La Plate-forme d'Action de Beijing fait mention de la nécessité de suivre et d'évaluer les progrès accomplis dans la mise en oeuvre des recommandations du Plan d'Action. Six ans après la conférence mondiale des femmes à Beijing, le défi consiste à élaborer un Indice qui permette de mesurer la mise en oeuvre des plates-formes de Dakar et de Beijing et de prendre en compte des domaines telles que la participation, la responsabilisation, l'égalité et l'équité. Ceci exige la définition de variables pertinents qui vont saisir les expériences et les résultats dans la région africaine.

La CEA reconnaît l'importance du suivi et de l'évaluation des progrès réalisés en ce qui concerne les questions d'inégalités des sexes, non seulement pour stimuler le développement socio-économique en prenant en compte les femmes dans les processus de développement, mais aussi pour assurer une participation égale des hommes et des femmes. Pour faciliter un suivi et une évaluation efficaces de l'égalité des sexes, la CEA propose un Index africain genre et développement (IAGD) qui sera lancé dans sa publication appelée 'Le Rapport sur les Femmes Africaines' 2002/2003.

L'IAGD offrira un cadre d'analyse critique en mesurant les effets des politiques genre, et en comparant les pays africains entre eux.

En produisant l'IAGD, la CEA espère accomplir ce qui suit :

- Suivre et rendre compte des progrès dans la réduction des iniquités entre hommes et femmes
- Suivre et rendre compte des progrès accomplis en terme de responsabilisation et promotion des femmes

- Offrir aux décideurs politiques africains, aux planificateurs et aux politiciens un outil pour mesurer le degré de réalisation de leurs programmes relatifs à l'égalité des sexes et à la responsabilisation des femmes
- Suivre les actions engagées pour la mise en oeuvre des conventions ratifiées par les pays africains
- Démocratiser les statistiques ainsi que les outils de suivi en les mettant à la disposition des planificateurs et des ONG; ce faisant, l'IAGD contribuera à stimuler la participation communautaire et la prise de conscience politique sur les préoccupations de genre
- Offrir un outil d'évaluation à la fois quantitative et qualitative
- Stimuler la coopération interministérielle dans les pays concernés

L'IAGD comprend un Indice du Statut du Genre et un Tableau de Bord des Progrès des Femmes Africaines.

Sur le plan méthodologique, les institutions nationales de recherche réaliseront la collecte des données dans 13 pays. L'implication des institutions nationales garantira la collecte de données de qualité issues des bases de données nationales. Les institutions nationales vont également garantir une appropriation nationale et une collaboration entre les services publics et la société civile.

Les Conseils consultatifs nationaux font partie de la méthodologie d'élaboration de l'Indice et de production du Rapport sur les Femmes Africaines afin d'assurer la transparence et le contrôle de qualité.

Responsabilités des Conseils consultatifs nationaux

- Apporter un appui aux institutions de recherche dans la collecte de données nationales très précises et de valeur scientifique reconnue
- Faciliter l'accès des institutions de recherche aux données requises
- Examiner et approuver la méthodologie utilisée par les institutions pour la collecte des données
- Examiner et approuver les données collectées
- Examiner et adopter le rapport national préparé par l'institution de recherche avant qu'il ne soit transmis à la CEA

Le Conseil consultatif national aura trois réunions :

- (i) La première réunion aura pour objectifs :
 - La présentation de l'IAGD
 - La présentation des termes de référence du Conseil consultatif national
 - La discussion sur la méthodologie pour la collecte des données
 - L'identification des sources de données et l'appui des départements concernés
- (ii) La deuxième réunion aura pour objectif :
 - de recevoir et d'examiner le rapport à mi-parcours élaboré par l'institution de recherche
- (iii) La troisième réunion aura pour objectifs :
 - d'examiner les données collectées pour l'Indice du Statut du Genre et pour le Tableau de Bord

Composition du Conseil consultatif national

Le Conseil comprendra des représentants des départements ministériels ci-après :

- Le ministère chargé de la promotion de la femme
- Le ministère chargé de la santé
- Le ministère chargé de l'éducation
- Le bureau national de la statistique

En plus, deux experts indépendants seront membres du Conseil :

- Un expert en genre
- Un expert en statistique

Deux autres membres représenteront respectivement :

- Une ONG de femmes
- Une institution indépendante

Le ministère chargé de la promotion de la femme convoquera et présidera les réunions du Conseil consultatif.

L'Institution nationale chargée de la collecte des données assistera le ministère chargé de la promotion de la femme pour l'organisation des réunions.

Le Conseil consultatif national a un rôle consultatif et à ce titre, il donne des conseils à l'institution de recherche. La CEA est responsable de la mise en oeuvre de l'ensemble du programme.

**MINISTERE
DE LA PROMOTION DE LA FEMME**

CABINET

BURKINA FASO

Unité – Progrès – Justice

LISTE DE PRESENCE
(20 février 2003)

Nom & Prénoms	Structure	Adresse
Mme OUEDRAOGO Joséphine	Directrice du CAGD	
Mme GUIGMA Mariam Marie Gisèle	Ministre/MPF	30-01-02
Mme VOKOUMA Jocelyne	SG/MPF	30-01-04/05
Mr GOMGNIMBOU Moustapha	INSS/CNRST	36-07-46
Mr SOMDA N. Rigobert	INSD	32-49-76
Mr TRAORE Kalifa	STATISTIKA	30-69-38
Mr KABORE Moussa	AERE	21-00-46/38-20-84
Mme PARE Sidonie	MPF	30-01-04
Mme KOALA Georgette	RECIF/ONG	31-22-25
Mme OUOBA Clémentine	RECIF/ONG	31-22-25
Mme SAVADOGO Marie Josèphe	-	36-27-57
Mme DABIRE Brigith	DGD/MPF	30-01-04
Mme SIRIBIE Marie Cécile	MEBA	32-42-35/32-48-75

**Centre africain pour le genre et le developpement
Indice Africain Genre et Developpement**

**Premiere Reunion du Conseil Consultatif National du Benin
21 Fevrier 2003, Cotonou, Benin**

LISTE DES PARTICIPANTS

NOM ET PRENOMS

FONCTION, INSTITUTION ET ADRESSE

INOUSSA OLODO Sarafatou	Conseiller Technique Ministere de la Promotion de la Femme tel 31 67 07/08 023477 saolodo@yahoo.fr
AMOUSSOUGA GERO Fulbert	D/FASEG D/CERFRED UAC tél 90 50 19, 36 10 17
GRIMAUD Denise	Chef du Service de Promotion de la Scolarisation des Filles DPP/MEPS tél 213327Porto Novo
BIAOU	Chef du service des Statistiques Sociales ; INSA tél 30 82 38 portable 93 41 20 "alexandrebiaou@yahoo.fr"
GANGNON D. Isidore	Chargé d'etude a Bénin Consulting Group (BeCG) tél/fax 30 24 50 "mede@syfed,bj,refer.org"
PHILIPPE Yvette et VIHO-AGBOHOUTO Christelle	Association des Femmes Juristes du Bénin tél 32 83 53 /31 72 36
ADANGUIDI Jean	Professeur Assistant FASEG /UAC
AHOITY Elisabeth	DPF/MFPSS tél 31 09 71
DJOGBENOU -BEHANZIN Elise	LIFAD tél 91 29 88 / 93 05 06
OUEDRAOGO Joséphine	Directrice CAGED /CEA tél (251) 1 51 12 63
SANTOS Opportune	Consultante pour le CAGED/CEA tél (22 8) 227 82 68 949 55 82

TASK BRIEF

African Women's Report 2002/2003

- Sub-Programme:** Promoting the Advancement of Women
- Theme b(i):** Recurrent Publications
- Area of Focus:** African Gender and Development Index
- Output b(i)1:** The outputs consist of:
- (i) - the African Women's Report which will present African the Gender and Development Index (AGDI).
 - (ii) - the Gender Index, made up of:
 - A gender status index – measuring gender equality
 - An African women's progress scoreboard – scoring progress of women's empowerment in the political, social and economic area.

Task Description

The African Women's Report (AWR) is one of ECA's four flagship publications and the only publication dedicated to gender issues at the continental level. The AWR is a strategic information and communication tool that provides for Gender analysis of national, sub-regional and regional policy frameworks and also follows up and records progress, best practices and new priorities on the status of women in Africa.

The preceding African Women's Reports were based on themes. The 1995 issue focused on "Women's Participation in the Economic Sector" and in 1998, the focus was on "Post-conflict Reconstruction in Africa: A Gender Perspective".

The African Women's Report (AWR) for 2002/2003 will for the first time introduce an index to measure the progress in addressing the inequalities that exist between men and women and therefore allow for a more objective way to measure the achievements and limitations of the progress.

The production of the AWR therefore, will include the definition of a gender index, the testing of this index in the field and then the production of the AWR comprising of the AGDI.

Purpose and Justification

The objectives of the AWR 2002/2003 are to:

- Introduce an African Gender and Development Index (AGDI) as a measure of gender equality, equity and gaps between men and women;
- Provide a baseline for measuring progress on the impact of the implementation of the Dakar and Beijing Platforms for Action.
- Report regularly on progress, best practices and new priorities on the status of women in Africa
- Stimulate the development of gender impact indicators.

Development has been seen as a process primarily of an economic nature and that economic growth will lead to greater welfare. However, overtime as women have not benefited from development initiatives, it has been realised that development includes equality, sustainability and empowerment. Equality being equal visibility, empowerment and participation in all spheres of public and private life. It is not how many women participate but how a policy or initiative reduces disparities between women and men. Equity is the fair treatment of all, the human rights issues. The Dakar and Beijing Platforms of Action have aimed at addressing development from such a holistic view. The AGDI, therefore aims to measure progress made in addressing gender equality, equity and gaps between men and women using indicators that can make an objective review of the situation on the ground.

Indicators measuring progress in addressing gender inequalities have mostly been through the Gender Related Index (GDI) and the Gender Empowerment Measure (GEM) developed by UNDP in 1995 prior to the World Conference. Most governments and NGOs have found these very complex to use and have therefore tended not to use these measures in National Human Development Reports. To a great extent therefore, reporting, especially in Africa of the implementation of the Dakar and Beijing Platforms of Action have been incomplete. Measuring gender equality and women's empowerment is complex due to the tangible and intangible dimensions that have to be addressed in these areas. The task is even more difficult in Africa where statistics and disaggregated data is limited.

By initiating the AGDI it is intended to introduce a simple measure without esoteric arithmetics which can be used easily by both governments and NGO's alike. The AGDI will combine quantitative and qualitative variables. Both the GEM and the GDI, do not address the qualitative measures that are so critical if women are to play a meaningful and substantive role in development.

Six years after the Beijing World Conference on women, the challenge is to develop an index that measures gender equality and equity as per the expectations of the Dakar and Beijing Platforms of Action.

ACGD with the assistance of The Institute of Social Studies in the Netherlands and a working group of experts will develop the index that will make up the AWR.

Issues to be analysed

Core to the AGDI is measuring inequalities between men and women in relation to social, economic and political factors. The AGDI will have two components;

- a. the *gender status index* reporting on:
 - Social factors – looking specifically at indicators in Education, Health and HIV/AIDS
 - Economic factors – addressing labour force participation, income, time use and access to resources
 - Political factors - factors in relation to political power and management.
- b. a *simple scoreboard* that will be used to measure a country's performance in addressing women's empowerment and which will determine how well a country is implementing its various global commitments to implementing programmes that address gender inequality.

Methodology

The theoretical framework of the AGDI will be developed to define the critical variables that are key to addressing gender inequalities in Africa. A team of two consultants will assist to define the

theoretical framework which will be the basis for the AGDI. Based on the theoretical framework, a **working group** will assist in defining the variables of the gender status index and determine the issues to be looked at in the scoreboard and how to determine the scores.

The working group will comprise external consultants made up of the following:

- Statistician
- Economist
- Gender expert
- Sociologist/Development Expert

Where need be relevant Divisions in ECA will be invited in the working group sessions to give technical advice.

A **panel of experts/advisors** will be set up to validate the index. The group will be made up of senior external experts.

Trials of the AGDI will be undertaken in two countries in each of the sub-regions.

The following methodology will be followed:

1.	Panel of advisors meeting	Meeting of the Validation of the AGDI by panel of advisors	5 days	November 5-6
2.	Training of researchers for the field trials and ACGD Team	Training	5 days	November 18 - 23
3.	Field Trials	Field trials in 11 countries	10 days per country	Dec..2002 – Feb. 2003
4.	Analysis of inputs from the field	Analyse information from the field	3 days	March 2003
5.	Writing of the AWR (this is in Addis by us – to include your inputs)	Writing of the AWR	6 weeks	May 2003
6.	Validation of AWR by Panel of advisors meeting	Validation of AWR	3 days	June 2003
7.	Finalisation of report	Finalisation of report	5 days	June-July 2003
8.	Translation	Translation	4 wk.	July – Aug. 2003
9.	Production	Production	4 wk.	Aug. 2003
10.	Launching of AWR	Launch in the sub-regions	5 wks	Oct. 2003
11.	Dissemination	Dissemination	8 wk.	Oct. 2003

Partnership Arrangements

ACGD will work closely with Economic and Social Policy Division (ESPD), DISD and Development Management Division (DMD), as well as the Sub-Regional Development Centers (SRDCs) who will give technical input to the AGDI. This is of importance as each of these divisions has experience in developing some form of measurement. SRDCs in particular will be vital in the preparatory arrangements for field trials of the Index through identification of research institutions.

ACGD will work with UNDP, UNIFEM, World Bank and the UN Statistical Office who will also provide technical input into the AGDI. The UN Africa Interagency Group on Women and Gender Equality will also be invited to work with ACGD on this project.

The Institute of Social Studies (ISS) in The Hague will provide a consultant to assist in the development of AGDI.

Interim Milestones

Prior to designing a methodology for field trials of the Index, the AGDI will be circulated to relevant divisions and SRDCs for comment. It will also be reviewed and validated by an Advisory Panel of external senior experts. The substantive divisions will also be requested to participate in designing a methodology of field trials and review of the terms of reference for research institutions that will coordinate the field trials. Following the field trials, the preliminary draft of the AWR will be circulated for review. Upon completion, a panel of experts will validate the AWR.

Peer reviews

Due to the importance and the potential controversy of the AGDI as exemplified by the debate around the GDI and GEM, peer reviews within the Division and within ECA will be used extensively throughout the process.

Finally, to ensure that the index is of high quality, it will be put under the rigorous scrutiny of and validated by the Advisory Panel of experts that will be constituted to provide intellectual advice and professional criticism. The panel will be made up of experts in gender and development, statistics, economics and human development.

Expected Outcome and Impact

The African Women's Report 2002/2003 will introduce an African Gender and Development Index that measures the status of women in the economic, social and political areas of development, looking at specifically gender equality, equity and women's empowerment.

The flagship will be an important tool for informing regional and global processes on the situation and the status of women in Africa. It will provide a platform for Governments to review their performance.

The AWR will also show the progress or deterioration on addressing gender inequality and make it immediately visible; statistics will be democratised, brought to the level of debate within NGO's and Governments and between NGOs and Governments. The AGDI will be a tool of conscientisation, both within the government sector, as within the private sector, and should lead to serious discussion between these two sectors on gender equality and equity.

Recommendations of countries for trials

- | | |
|--------------------------|---------------------------|
| 1. <u>East Africa</u> | 4. <u>Southern Africa</u> |
| • Uganda | • South Africa |
| • Tanzania | • Mozambique |
| 2. <u>West Africa</u> | 5. <u>North Africa</u> |
| • Benin | • Egypt |
| • Burkina Faso | • Tunisia |
| • Ghana | |
| 3. <u>Central Africa</u> | |
| • Cameroon | |
| • Gabon | |